

2009-2013 : LE FRONT DE GAUCHE A L'ÉPREUVE DES URNES

Déjà publiés

» N°93 : Réforme de la justice : les attentes des Français

» N°92 : Front du Nord, Front du Sud

» N°91 : L'opinion publique face aux violences urbaines : une demande de sévérité accrue

» N°90 : Les Français et l'Europe : un divorce en trompe-l'œil

» N°89 : Wallons, Suisses romands et Français : une étonnante communauté de pensée

» N°88 : Le vote des Musulmans à l'élection présidentielle

» N°87 : Les ressorts de la dynamique frontiste dans la 3^{ème} circonscription du Lot-et-Garonne

» N°86 : De Gamaches à Saint-Gilles : la base de l'UMP tentée par des accords avec le FN

» N°85 : Les Français et la politique de défense

» N°84 : Les Français et l'amnistie sociale

» N°83 : Le Rolling : un instrument novateur pendant la campagne présidentielle de 2012

» N°82 : L'effet caché de l'affaire Cahuzac dans l'opinion

» N°81 : Libye : La menace islamiste a survécu à la « Révolution de Jasmin »

» Dans le prolongement de la campagne unitaire pour le « non » au référendum de 2005, le Parti Communiste et le Parti de Gauche de Jean-Luc Mélenchon, en rupture de ban avec le PS, allaient, avec quelques personnalités de la « gauche de la gauche », créer en 2008 le Front de Gauche.

Cette construction politique inédite allait connaître son baptême du feu lors des élections européennes de 2009. Avec 6,5% des suffrages exprimés et 3 élus, cette coalition parvint à se créer un espace politique et à devancer d'emblée le NPA d'Olivier Besancenot, qui à l'époque avait plutôt le vent en poupe. En dépit des tensions pouvant exister entre ses différentes composantes, la coalition a tenu bon lors des régionales de 2010, des cantonales de 2011 puis à la présidentielle de 2012. Alors que les négociations sur la stratégie à adopter pour les municipales agitent le Front de Gauche et que son électorat a très rapidement retiré son soutien à François Hollande, il nous est apparu intéressant de revenir sur l'assise électorale du Front de Gauche telle qu'elle s'est dessinée lors de ces différents scrutins et sur le processus qui a vu cet électorat passer en quelques mois du soutien massif à François Hollande au second tour de la présidentielle à la défiance.

Sommaire

- 1.** Régionales de 2010 : le Front de Gauche confirme son existence **p.3**
- 2.** Cantonales de 2011 : un « effet Front de Gauche » surtout perceptible dans les cantons à faible tradition PC **p.9**
- 3.** Jean-Luc Mélenchon franchit la barre des 10% à l'élection présidentielle **p.13**
- 4.** François Hollande a très rapidement perdu le soutien de l'électorat du Front de gauche **p.17**
- 5.** Le Front de Gauche et Jean-Luc Mélenchon peinent à capitaliser sur le mécontentement face à la politique gouvernementale **p.21**

1. Régionales de 2010 : le Front de Gauche confirme son existence.

Après les européennes, le Parti Communiste, le Parti de Gauche et la Gauche unitaire principalement ont décidé de poursuivre l'expérience du Front de Gauche pour les élections régionales de 2010. Il s'agissait notamment d'ancrer sur le terrain cette dynamique unitaire à la gauche du Parti Socialiste et d'amplifier le rassemblement initié à l'occasion des européennes. Cette démarche n'allait pas de soi et comportait des risques. Le Parti Socialiste bénéficiait en effet de 20 présidents sortants sur 22 régions métropolitaines et pouvait compter sur un vote utile au premier tour d'une grande partie de l'électorat de gauche animé par une puissante envie de sanctionner Nicolas Sarkozy. Jouant sur ce sentiment, les dirigeants socialistes avaient très tôt appelé au rassemblement des forces de gauche et à la reconduction des listes uniques qui avaient prévalu dans la plupart des régions en 2004. Dans un contexte de montée en puissance des écologistes, le choix du Front de Gauche pour les communistes constituait alors une vraie prise de risques au regard du nombre de sièges qu'ils pouvaient envisager, certains prédisant que la sauvegarde des positions du Parti Communiste dans les conseils régionaux ne pouvait passer que par un scénario de listes d'union dès le premier tour avec les socialistes. Si cette option a été retenue dans quelques régions (Basse-Normandie, Bourgogne, Bretagne, Lorraine, Champagne-Ardenne), dans la plupart des cas les adhérents communistes ont fait le choix du Front de Gauche, ce dernier étant même élargi au NPA dans le Limousin, en Pays-de-la-Loire et en Languedoc-Roussillon.

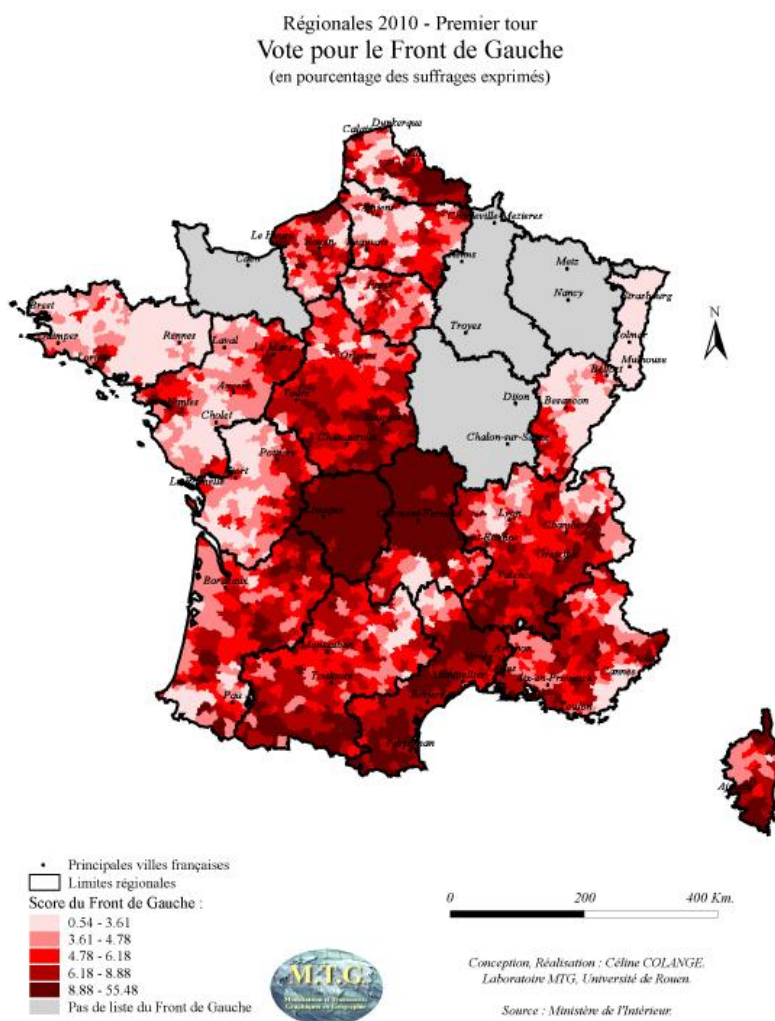
La géographie du vote du Front de Gauche

Sur la base des régions où il se présentait, le Front de Gauche a obtenu au soir du premier tour un score moyen de 6,9% soit un résultat très proche de celui des européennes dans ces mêmes régions : 6,4%. Si l'on retranche les cas particuliers du Limousin, des Pays de la Loire et du Languedoc-Roussillon (où il y avait un Front de Gauche élargi au NPA) on arrive à une moyenne identique de 6,9% contre 6,4% aux européennes. Comme on peut le voir sur le tableau suivant, ce résultat moyen cache bien entendu des scores et des évolutions assez variées selon les territoires.

2009-2010 : Evolution des résultats du Front de gauche par région.

	Résultats européennes 2009	Résultats régionales 2010	Evolution 2009/2010
Alsace	1,6	1,9	0,3
Aquitaine	7,5	6	-1,5
Auvergne	8,5	14,2	5,7
Centre	7,1	7,5	0,4
Corse	9,4	10	0,6
Franche-Comté	4,2	4,1	-0,1
Ile de France	6,3	6,6	0,3
Languedoc (+ npa)	9,1	8,6	-0,5
Limousin (+ npa)	10	13,1	3,1
Midi-Pyrénées	8,1	6,9	-1,2
Nord-Pas de Calais	8,4	10,8	2,4
Haute-Normandie	6,8	8,4	1,6
Pays de Loire (+ npa)	4	5	1
Picardie	6	5,4	-0,6
Poitou-Charentes	4,9	4,7	-0,2
PACA	6,6	6,1	-0,5
Rhône-Alpes	5,2	6,3	1,1
Total	6,4	6,9	0,5

Le Front de Gauche franchit ainsi la barre symbolique des 10% en Corse, dans le Nord-Pas-de-Calais (où il devance Europe Ecologie), dans le Limousin (où il est allié au NPA) mais aussi et surtout en Auvergne grâce à la dynamique créée par André Chassaigne. Réalisés en partenariat avec le Laboratoire MTG de l'Université de Rouen, les cartes électorales au niveau cantonal, permettent d'analyser plus finement encore la géographie du vote Front de Gauche. On retrouve ainsi logiquement bon nombre de zones de forces historiques du Parti Communiste dynamisées par cette démarche unitaire et la personnalité de certaines têtes de liste. C'est le cas dans le valenciennois et la partie est du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais où la liste « l'Humain d'abord » conduite par Alain Bocquet obtient de très bon résultats : 58,1% à Saint-Amand, la ville dont il est maire, mais aussi à Denain (22,4%), à Marchiennes (25%) ou bien encore Vieux-Condé (39,9%). On notera également les 20,6% à Calais, dont Jacky Hénin fut le maire.



Des scores intéressants sont également à signaler en Picardie dans le sud de l'Oise (35,3% à Montataire par exemple) ou bien encore à Longueau (16%), cité cheminote aux portes d'Amiens. En Haute-Normandie, le jeune Maire de Dieppe (commune reconquise par le PC en 2008), Sébastien Jumel, décroche 8,4% des voix au terme d'une campagne offensive et dynamique. Sa liste atteint 34,2% à Dieppe et des niveaux élevés dans les cantons avoisinants tout comme dans les fiefs communistes de l'agglomération havraise (29% à Harfleur et 58,6% à Gonfreville-l'Orcher) et rouennaise (26,4% à Saint-Etienne du Rouvray et 28,9% à Oissel par exemple).

En Ile-de-France, avec 6,5% des voix, la liste emmenée par Pierre Laurent se classe en cinquième position loin devant le Modem mais aussi le NPA, pourtant représenté par Olivier Besancenot. L'analyse par département fait ressortir une situation très contrastée entre les Yvelines (3,6%) ou la Seine-et-Marne (5,1%) et la Seine-Saint-Denis (11,3%) ou le Val-de-Marne (10,8%). Comme on peut le voir sur le tableau suivant, les résultats sont très nettement tirés à la hausse dans les communes à direction communiste.

Le vote du Front de Gauche dans certaines villes communistes de banlieue.

	Résultats européennes 2009	Résultats régionales 2010	Evolution 2009/2010
Gennevilliers.....	28,8%	34,2%	+5,4
Ivry.....	23,6%	27,2%	+ 3,6
Champigny.....	23,8%	26,4%	+2,6
Malakoff	21,3%	25,5%	+4,2
Le Blanc-Mesnil	19,5%	21,5%	+2
Bagneux	19,2%	20,5%	+1,3
Bobigny.....	19,8%	19,8%	=
Aubervilliers	17,5%	17,9%	+0,4
Nanterre	15,1%	15%	-0,1

Mais les scores sont également supérieurs à la moyenne dans bon nombre de communes de l'Essonne, ancien fief de Jean-Luc Mélenchon. C'est le cas à Viry-Châtillon (10,1%), les Ulis (8,7%) ou bien encore Corbeil-Essonnes (11,2%) où le Parti Communiste est bien implanté. Dans Paris intra-muros, le Front de Gauche poursuit également son enracinement avec des résultats compris entre 8 et près de 11% des voix dans les arrondissements du nord et de l'est de la capitale.

Le vote Front de Gauche à Paris.

	Résultats européennes 2009	Résultats régionales 2010	Evolution 2009/2010
Paris	5,1%	6,1%	+1
Paris XI.....	6,6%	7,9%	+1,3
Paris XIII	7,2%	8%	+0,8
Paris XVIII	6,9%	8,3%	+1,6
Paris X.....	6,9%	8,6%	+1,7
Paris XIX	7,3%	9,2%	+1,9
Paris XX.....	8,9%	10,6%	+1,7

En Pays-de-la-Loire (bien que dans cette région le NPA soit rallié), le Front de Gauche a pâti de la division du Parti Communiste dont une partie des fédérations a opté pour une alliance avec le Parti Socialiste dès le premier tour. Hormis dans la Sarthe et dans le nord de la Loire-Atlantique (Brière, arrière-pays de Saint-Nazaire), les résultats sont faibles. Ce n'est pas le cas dans la région Centre où le Front de Gauche atteint 12,3% dans le département du Cher et même 30,4% à Vierzon. Bien qu'en retrait par rapport aux bastions du Cher, les scores sont non négligeables en Indre-et-Loire (8,5%) et notamment à Saint-Pierre-des-Corps

(45,7%), commune de la banlieue de Tours, dirigée par Marie-France Beaufiglioli, tête de liste du Front de Gauche.

Les deux régions plus au sud : Limousin et Auvergne se distinguent nettement sur la carte. Le Massif Central a en effet viré au rouge lors des régionales. Avec 14,2% des suffrages exprimés, André Chassaigne arrive ainsi en 3ème position en Auvergne et amplifie sa percée des régionales de 2004 (9,2% à l'époque). L'Allier, vieille terre communiste, a certes apporté sa contribution à cette victoire (13,8%) mais la poussée est surtout spectaculaire dans le Puy-de-Dôme dont le député Chassaigne obtient 19,7% des voix (soit une progression de 10 points par rapport à 2004).

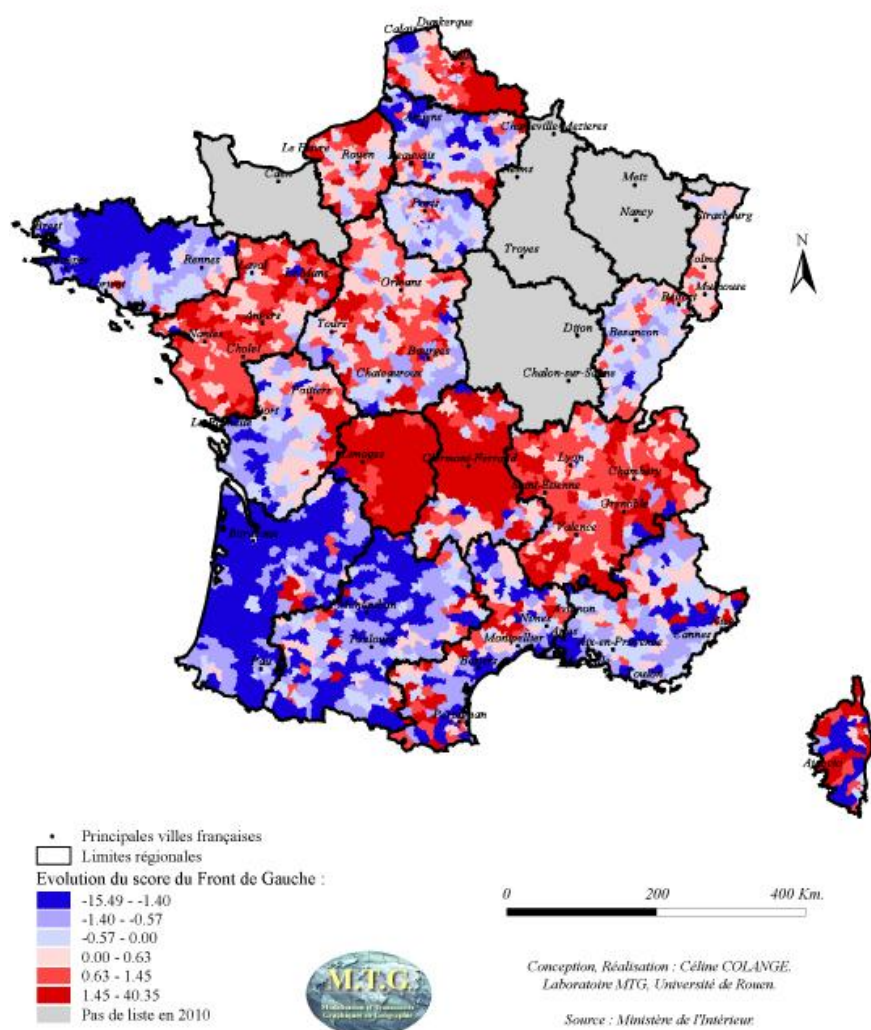
Dans les régions plus méridionales, on voit également apparaître en rouge sur la carte des zones d'influence du PC : nord du Périgord, Lot-et-Garonne, sud des Landes, montagne ariégeoise, massif du Canigou et vignoble catalan (20,8% à Cabestany, 26,5% à Estagel par exemple), arrière-pays biterrois, Cévennes et bassin minier d'Alès, sud de l'Ardèche et de la Drôme sans oublier la région de Sartène en Corse, fief de Dominique Bucchini.

Les évolutions par rapport à 2009

Si la structuration spatiale du vote Front de Gauche est très corrélée à l'implantation historique du Parti Communiste, la démarche unitaire et l'agrégation de différentes forces dans un même mouvement ont constitué un élément essentiel dans la dynamique du Front de Gauche. Ce rassemblement, s'inscrivant dans la continuation de la mobilisation pour le « non » au référendum constitutionnel de mai 2005, a offert une perspective politique à de nombreux acteurs engagés dans des mobilisations sociales. Qu'il s'agisse de syndicalistes de l'industrie (dont certains avaient mené des luttes avant l'élection contre la fermeture de leurs sites par exemple), de membres d'associations comme Réseaux Education Sans Frontière, ou bien encore de citoyens impliqués dans des collectifs de défense des services publics (notamment en zone rurale) beaucoup ont trouvé dans l'offre Front de Gauche un débouché politique à leur engagement social et syndical. Et l'on peut penser que la démarche du rassemblement du Front de Gauche a donné une image d'ouverture et d'indépendance, ce qui a permis à ces militants de la gauche « syndicale et mouvementiste » de franchir le pas, ce qu'ils n'auraient sans doute pas fait si le Parti Communiste s'était présenté seul et qu'ils n'ont pas fait en direction du NPA, qui est apparu comme isolé et pas assez ouvert.

Cette non-participation à la démarche unitaire a coûté cher au NPA qui a vu son score quasiment divisé par deux par rapport aux européennes de juin 2009. Le Front de Gauche de son côté, on l'a vu, a maintenu ses positions. Il a donc creusé l'écart avec le NPA, mais uniquement en raison du recul de ce dernier. Toutefois, sous cette stabilité apparente, la carte cantonale laisse apparaître des évolutions contrastées des résultats du Front de Gauche entre les européennes et les régionales et ce, parfois au sein d'une même région.

Régionales 2010 - Premier tour
Evolution du vote pour le Front de Gauche entre 2009 et 2010
(en pourcentage des suffrages exprimés)



Les progressions (en rouge sur la carte) s'observent dans trois types de contexte. Il s'agit d'abord des zones où l'impact d'un candidat tête de liste et de la dynamique qu'il a su créer autour de lui permettent d'améliorer parfois très significativement les scores de juin 2009. C'est le cas d'Alain Bocquet dans une bonne partie du département du Nord et dans certains cantons du Pas-de-Calais, ou bien encore de Sébastien Jumel autour de Dieppe et plus largement dans de nombreuses communes de Haute-Normandie. On retrouve le même phénomène avec André Chassaigne dans le Puy-de-Dôme, l'Allier et le nord de la Haute-Loire, en Corse avec Dominique Bucchini et avec Marie-France Beauvils dans le Centre, qui conforte les positions déjà acquises en juin dernier en Touraine et autour de Bourges.

Second cas de figure, on constate également des progressions assez généralisées dans les régions où le Front de Gauche s'est élargi au NPA. Cela se vérifie sur l'ensemble du Limousin et la quasi-totalité des Pays de la Loire. La situation est en revanche nettement plus contrastée en Languedoc-Roussillon où des progrès sont visibles dans l'arrière-pays quand des reculs sont enregistrés sur le littoral et une partie de la Lozère. Elément important à signaler : dans ces trois régions, le score obtenu le 14 mars au soir par le Front de Gauche élargi est à chaque fois inférieur au total Front de Gauche + NPA des européennes. L'élargissement

du Front de Gauche a donc permis dans la plupart des cas (le Languedoc-Roussillon du fait de la candidature de Georges Frêche constituant un cas à part), d'amplifier la dynamique unitaire et d'élargir l'assise électorale de l'alliance mais sans pour autant parvenir à récupérer la totalité des deux électorats initiaux. Ce manque à gagner, phénomène classique déjà maintes fois observé lors de pareilles alliances à droite comme à gauche, s'explique aussi peut être en partie par le fait qu'en Pays-de-la-Loire, une partie des élus et militants communistes avait fait le choix d'une liste commune avec le Parti Socialiste au premier tour. Toutefois, il convient de noter la très bonne performance du Front de Gauche au second tour dans le Limousin qui avec 19,1% amplifie largement le score du premier tour, 13,1%, et dépasse le total NPA/Front de gauche des européennes (16,9%).

Enfin, Rhône-Alpes constitue un troisième cas de figure où sans alliance avec le NPA ni tête de liste faisant office de « locomotive », le Front de Gauche améliore ses scores des européennes dans quasiment tous les cantons de cette grande région.

A l'inverse, quelques zones plus ou moins étendues se détachent en bleu sur cette carte et indiquent des résultats en retrait par rapport aux européennes. C'est le cas en Midi-Pyrénées et plus encore en Aquitaine, où la candidature de Jean-Luc Mélenchon aux européennes avait permis d'atteindre des niveaux assez élevés, que les représentants du Front de Gauche pour ces régionales ne sont pas parvenus à réitérer. On observe le même phénomène dans le Calaisis qui avait davantage voté Front de Gauche en juin dernier quand la tête de liste de la circonscription nord-ouest n'était autre que Jacky Hénin, ancien maire de la ville. Un peu plus au sud dans la Somme, il semble que ce soit la concurrence de la liste de Maxime Gremetz (11,9% sur le département) qui ait coûté de nombreuses voix au Front de Gauche.

En dépit de ces péripéties locales, le Front de Gauche à l'occasion des élections régionales de 2010 confirma donc son existence dans le paysage électoral français et fit figure de principal courant à la gauche du PS.

2. Cantonales de 2011 : un « effet Front de Gauche » surtout perceptible dans les cantons à faible tradition PC.

Les élections cantonales de 2011 étaient importantes pour le Front de Gauche. Il s'agissait d'une part d'amplifier la dynamique initiée lors des précédents scrutins et, d'autre part, de conserver les sièges de conseillers généraux détenus par le PC, mandats constituant une part significative de l'ossature locale du Parti.

Avec 8,9 % de voix au premier tour, le Front de Gauche a certes raté la barre symbolique des 10 % mais il a atteint néanmoins certains de ses objectifs. Il progresse tout d'abord par rapport au score du PC seul en 2004 (7,8 %), il améliore ensuite ses résultats des régionales et des européennes et enfin, il est parvenu à coiffer au poteau Europe Ecologie / Les Verts (8,2 %) s'arrogeant ainsi la place de second parti de la gauche. Le calcul, plus juste de notre point de vue, du score du Front de Gauche sur les 1616 cantons où il présentait un candidat (et non pas sur l'ensemble des 2020 cantons renouvelables) s'établit quant à lui à 10,4 % et démontre que cette formation occupe un vrai espace dans le paysage politique français. La dynamique unitaire créée autour du Front de Gauche a parallèlement permis d'enrayer le recul historique du PC puisque sur les 1461 cantons où le PC était présent en 2004 et le Front de Gauche en 2011, le résultat passe de 9,2 % à l'époque à 10,5 % aujourd'hui.

Pour réelle qu'elle soit, cette dynamique reste modeste et ne s'est pas produite partout. Tout se passe comme si l'apport de la « marque » Front de Gauche avait permis à l'union d'améliorer sensiblement le score du PC dans les territoires où celui-ci était très faiblement implanté sans pour autant se traduire par des gains dans les fiefs ou les zones de force communistes traditionnelles.

Evolution du score du Front de Gauche au premier tour des cantonales par rapport aux résultats du PC en 2004 : la progression se fait uniquement dans les terres de mission.

Strates de cantons en fonction du score du PC en 2004	Score moyen du PC en 2004	Score moyen du Front de Gauche en 2011	Evolution
Supérieur à 30 %	40,2 %	40,1 %	- 0,1
De 20 à 30 %	24,6 %	24 %	- 0,6
De 10 à 20 %	14,2 %	12,5 %	- 1,7
De 5 à 10 %	6,7 %	8,3 %	+ 1,6
Moins de 5 %	3,4 %	5,4 %	+ 2

Dans ces endroits, comme on peut le voir dans le tableau ci-dessus, l'érosion de l'influence électorale du PC s'est poursuivie mais on peut penser que la création du Front de Gauche a permis de limiter le recul voir de stabiliser le niveau de vote communiste. En revanche, le passage d'une offre PC à une offre Front de Gauche s'est traduit par un gain moyen de 1,6 point dans les cantons où le PC réalisait à l'époque entre 5 et 10 % et une hausse de 2 points dans la série des cantons où il n'atteignait pas la barre des 5 % en 2004. Les quelques exemples suivants illustrent bien « l'effet Front de Gauche », parfois assez spectaculaire dans certains « déserts communistes ».

La progression du Front de Gauche dans certains cantons à très faible implantation communiste.

Département	Canton	Score du PC en 2004	Score du Front de Gauche en 2011	Evolution
Alpes-Maritimes	St-Martin de Vésubie	2,8 %	12,7 %	+ 9,9
Lozère	Fournels	2,6 %	11,8 %	+ 9,2
Meurthe et Moselle	Nancy-Sud	2,4 %	9,7 %	+ 7,3
Aveyron	Marcillac	2,7 %	9,8 %	+ 7,1
Haute-Garonne	Boulogne sur Gesse	1,4 %	8 %	+ 6,6
Loire	St-Just	1,7 %	8,2 %	+ 6,5
Marne	Montmort-Lucy	2,7 %	8 %	+ 5,3
Tarn	Alban	2,4 %	7,3 %	+ 4,9

A l'inverse, bien que partis sous la bannière du Front de Gauche, des candidats communistes ont vu leur score reculer parfois sensiblement par rapport à 2004 dans certains bastions. On citera par exemple Friville-Escarbotin dans la Somme (- 11,6 points), Echirolles dans l'Isère (- 9,8), Grigny dans l'Essonne (-7,8), Arles-Ouest dans les Bouches-du-Rhône (-7,2) ou bien encore Avion dans le Pas-de-Calais (-6,6).

La marque « Front de Gauche » a donc eu un impact électoral variable selon les territoires et l'histoire politique locale. On observe également un différentiel assez marqué en fonction de l'appartenance partisane du candidat Front de Gauche. Ainsi, dans les 1396 cantons où un communiste se présentait, le score du Front de Gauche s'établit à 10,7 % alors qu'il n'ait « que » de 7,9 % dans les 242 cantons où un candidat issu du PG concourrait. Cette moindre performance des candidats du PG s'explique d'abord par le fait qu'ils ne comptaient que très peu de sortants dans leurs rangs mais aussi et surtout par le fait que les cantons où ils se présentaient étaient généralement moins favorables à la gauche communiste. En 2004, le score du PC était de fait de 9,7 % dans les 1277 cantons où il s'est présenté de nouveau en 2011 contre seulement 5,8 % (soit 4 points de moins) dans les 205 cantons où il était présent en 2004, et où en 2011 un candidat du PG a brigué les suffrages des électeurs.

Progression comparée du Front de Gauche dans les cantons attribués au PC et au PG

	Résultats du PC en 2004	Résultats du Front de Gauche en 2011	Evolution
Cantons où le Front de Gauche a été représenté par le PC en 2004	9,7 %	10,8 %	+1,1
Cantons où le Front de Gauche a été représenté par le PG en 2004	5,8 %	7,7 %	+ 1,9

Envoyés dans des cantons moins faciles, les membres du PG sont néanmoins parvenus à faire progresser le score de 1,9 point par rapport au résultat du PC en 2004 quand la progression a atteint 1,1 point dans les cantons attribués à des candidats communistes. Ceci souligne, comme on l'a vu précédemment, que la dynamique « Front de Gauche » s'est pour l'essentiel manifestée dans des cantons à faible implantation communiste, dont un certain nombre ont été dévolus au PG.

Bien que bâti dans une logique de rassemblement unitaire, le Front de Gauche a connu localement quelques accrocs : dans 24 cantons, un candidat du PG affrontait un candidat communiste. Cette

configuration rare, mais intéressante, permet de disposer d'un autre élément d'appréciation sur le rapport de force interne au sein de la coalition. Dans 18 cas sur 24 (Thiers dans le Puy-de-Dôme, Dôle-Nord-Est dans le Jura, Lezay dans les Deux-Sèvres ou bien encore Grenoble-3 par exemple), le Parti de Jean-Luc Mélenchon devance son partenaire avec un score moyen de 8,9 % dans ces 24 cantons contre 6,2 % pour le PC.

Si la concurrence au sein du Front de Gauche a donc été assez limitée, ses candidats ont dû affronter l'extrême-gauche dans 269 cantons. Les précédentes confrontations lors des européennes et surtout à l'occasion des régionales avaient tourné, comme on l'a vu, à l'avantage du Front de Gauche ce qui fut le cas une nouvelle fois lors des cantonales. Non seulement, ce dernier devance quasiment toujours l'extrême-gauche mais comme on peut le voir dans le tableau ci-dessous, le résultat du Front de Gauche ne se trouve pas affecté par le niveau atteint par les candidats se revendiquant du NPA ou des autres organisations d'extrême-gauche.

Pas d'impact de la concurrence de l'extrême-gauche sur les résultats du Front de Gauche.

Strate de cantons en fonction du score de l'extrême-gauche	Score moyen de l'extrême-gauche	Score moyen du Front de Gauche
Supérieur à 4 %	5,9 %	11,1%
Entre 2 et 4 %	2,8 %	10,1%
Entre 0 et 2 %	1,3 %	10,3%
Absence de candidats d'extrême-gauche	-	10,4%

Dans les cantons ayant le plus voté pour l'extrême-gauche, on observe même un score du Front de Gauche supérieur à la moyenne. Ceci peut s'expliquer par le fait que ces cantons présentent la plupart du temps une sociologie politique assez favorable au courant de la gauche radicale qu'elle soit communiste ou non. C'est le cas par exemple de Montluçon-Ouest dans l'Allier, Pantin-Ouest en Seine-Saint-Denis ou bien encore Villerupt en Moselle ou Plérin dans les Côtes-d'Armor. Enfin, pour finir sur les relations avec l'extrême-gauche, il convient de mentionner que dans certains départements (notamment les Alpes de Haute-Provence, les Hautes-Alpes, les Vosges, l'Yonne ou bien encore les trois départements du Limousin), le Front de Gauche avait passé des accords d'alliance avec le NPA. D'après les calculs effectués à partir de la liste des cantons concernés que nous avons pu répertorier, le résultat du Front de Gauche quand il était soutenu par le NPA atteint 12,7 % contre 10,4 % en moyenne soit une « prime » de plus de 2 points. La progression par rapport à 2004 a été importante dans certains cantons du Limousin passant ainsi de 3,8 % à 16,3 % à Guéret Sud-Est, de 5,1 % à 15 % à Limoges-Panazol ou bien encore de 8,9 % à 17 % à Bonnat dans la Creuse. Rappelons que lors des régionales de 2010, le Front de Gauche s'était déjà allié au NPA dans cette région, ce qui a pu contribuer à alimenter cette dynamique unitaire. Mais au niveau national sur l'ensemble des cantons où il était soutenu par le NPA, le Front de Gauche passe de 10,2 % en 2004 (score du PC à l'époque) à 11,5 % aujourd'hui soit une progression de 1,3 point identique à celle observée dans les cantons où il n'était pas soutenu par l'extrême-gauche... Si hormis le Limousin, le soutien du NPA n'a donc guère dopé le vote Front de Gauche, ce dernier n'a pas non plus, on l'a vu, pâti de la concurrence de candidats d'extrême-gauche.

La concurrence en provenance d'Europe Ecologie / Les Verts a été en revanche plus sérieuse puisque le Front de Gauche a atteint en moyenne 12,3 % dans les 583 cantons où il n'était pas opposé aux écologistes, ce score diminuant à 9,7 % dans les 1033 cantons où ces deux formations s'affrontaient. On peut donc penser qu'au sein de la gauche non communiste, les frontières ne sont pas étanches et qu'une partie de l'électorat a pu, en fonction de l'offre électorale, osciller entre Europe Ecologie et le Front de Gauche. Dans ces 1033 cantons où les deux formations étaient en concurrence, Europe Ecologie devance, avec un score moyen de 11,9 %, le Front de Gauche (9,7 %). Quand on écarte les cantons où les Verts avaient fait alliance avec le PS dès le premier tour (ceci venant « doper » mécaniquement le résultat d'Europe Ecologie), l'écart est un peu plus resserré : 11,1 % pour les écologistes contre 9,2 % pour le Front de Gauche. Mais au total, et comme on l'a vu plus haut, quand on mesure les rapports de force sur l'ensemble des cantons, c'est bien le Front de Gauche qui s'est imposé, certes de peu, comme la seconde force à gauche.

Cette bonne performance se lit également au second tour où le Front de Gauche était présent dans 132 cantons. Dans 14 d'entre eux, du fait notamment du désistement du reste de la gauche à l'issue du premier tour, le Front de Gauche était seul en lice et a donc remporté l'élection. Sur les 118 autres cantons, où il était en lice au second tour, ce parti parvient à l'emporter dans pas moins de 100 cas. La plupart de ces victoires ont été acquises au nom de la gauche rassemblée face à la droite mais quelques cas de figure sont également à signaler. 17 cantons donnaient lieu à un duel PS / Front de Gauche, 11 ont été remportés par les socialistes (bénéficiant vraisemblablement de reports d'une partie de la droite) et 6 par le Front. Ce fut le cas notamment à Aubervilliers-Est en Seine Saint-Denis, Ambazac ou Saint-Junien-Est en Haute-Vienne ou bien encore Saint-Martory en Haute-Garonne. Autre cas de figure intéressant : dans 6 cantons un duel opposait au second tour un candidat du Front de Gauche à un écologiste et dans ces six cantons (Saint-Denis-Nord-Ouest et Montreuil-Ouest en Seine-Saint-Denis, Fontenay-sous-Bois-Ouest, Villejuif-Ouest et Ivry-Ouest dans le Val-de-Marne et La Possession à La Réunion) le Front de Gauche l'a emporté.

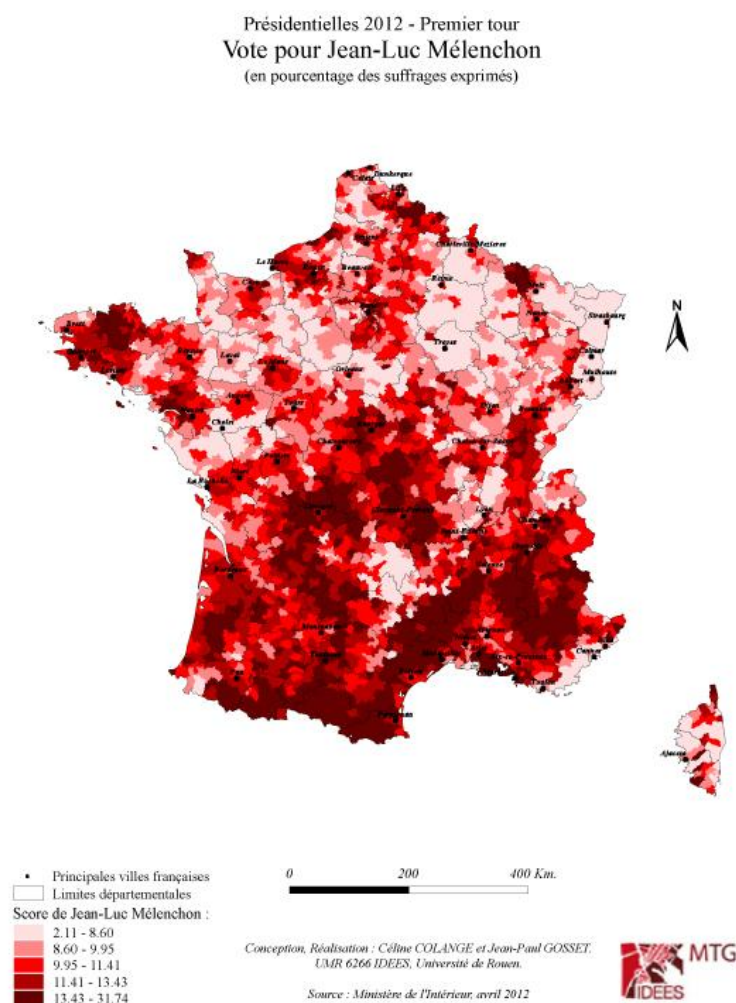
Au soir du second tour, le nombre total de cantons détenus par le Front de Gauche s'établit à 121 (116 ayant un conseiller général communiste et 5 un élu du PG) contre 109 cantons pour le PC en 2004. Ce développement de l'implantation électorale de la coalition, associée à la progression de son score, traduit donc, pour ce troisième scrutin où le Front de Gauche se présentait, une dynamique qui se manifeste toutefois d'abord dans les territoires à faible tradition communiste.

3. Jean-Luc Mélenchon franchit la barre des 10% à l'élection présidentielle.

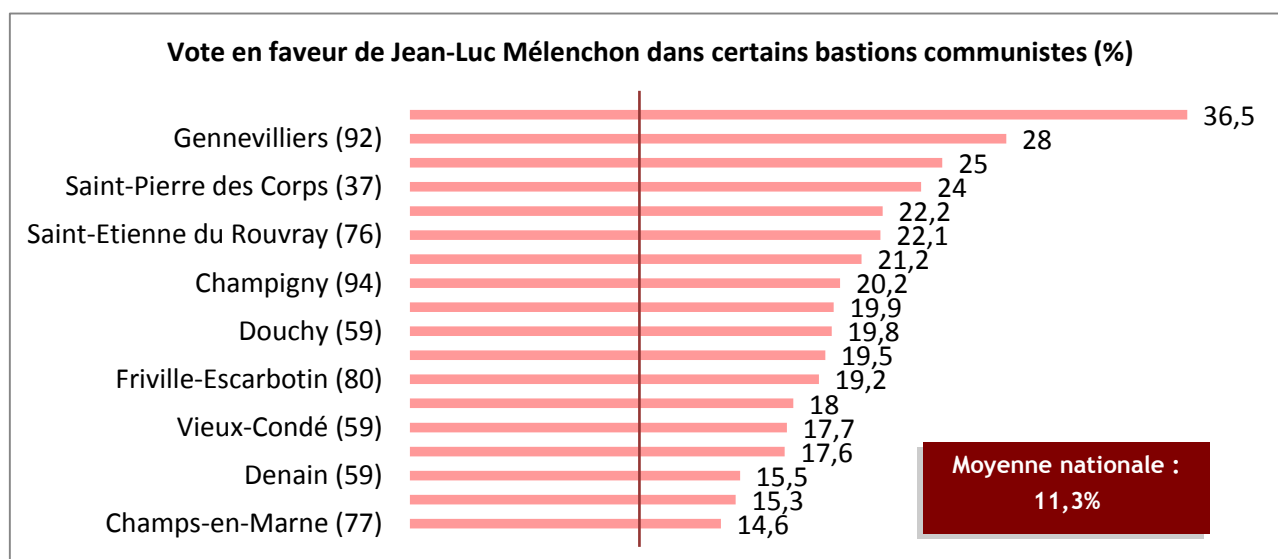
Avec 11,1 % des voix et près de 4 Millions d'électeurs s'étant portés sur sa candidature, Jean-Luc Mélenchon a mis fin à la série de reculs enregistrés par le PC à la présidentielle depuis 1995 et a solidement installé la construction inédite qu'est le Front de Gauche dans le paysage politique français. Les cartes présentées ici (réalisées par Céline Colange et Jean-Paul Gosset membres du Laboratoire MTG Idées de l'Université de Rouen) et effectuées à l'échelle cantonale sur la base des données du Ministère de l'Intérieur permettent une analyse fine de la géographie de ce vote.

La géographie du vote Mélenchon.

Le premier constat qui frappe à la lecture de cette carte, c'est qu'elle présente de nombreuses similitudes avec la géographie historique et traditionnelle du vote communiste. La plupart des zones de force du candidat du Front de Gauche, qui ressortent en rouge foncé sur cette carte, correspondent à des bastions communistes.



C'est le cas dans la région Nord-Pas-de-Calais avec le bassin minier et le valenciennois, en Seine-Maritime, en Ile-de-France avec les communes de la banlieue rouge dans l'Est avec la région de Longwy mais aussi dans le Gard ou bien encore avec les fiefs communistes des Bouches-du-Rhône. Les campagnes irriguées par le communisme rural n'ont pas manqué non plus à l'appel avec un vote Mélenchon important dans le centre-Bretagne (les Monts d'Arrée), en Brière, dans le Cher, dans le bocage bourbonnais dans l'Allier, en Haute-Vienne, dans une partie de la Creuse, de la Dordogne ou bien encore dans le Lot-et-Garonne. Les quelques exemples présentés sur le graphique suivant illustrent très clairement ce constat d'un sur-vote important des communes à direction communiste ou anciennement communiste en faveur du candidat du Front de Gauche.



Mais le succès de la candidature de Jean-Luc Mélenchon a également résidé dans sa capacité à aller chercher des électeurs de gauche au-delà des rangs des seuls sympathisants communistes. La carte est éloquent de ce point de vue avec un vote Front de Gauche supérieur à la moyenne dans de nombreux cantons situés dans les départements socialistes ou radicaux du Sud-Ouest : Landes, Gers, Hautes-Pyrénées, Lot et Haute-Garonne. Le basculement d'une partie de l'électorat socialiste (d'après une enquête Ifop réalisée le jour du premier tour, 12 % des électeurs de Ségolène Royal ont voté pour Jean-Luc Mélenchon) s'est également produit dans la plupart de la région Languedoc-Roussillon mais aussi dans une bonne partie de l'Ardèche, de la Drôme, des Hautes-Alpes et des Alpes de Haute-Provence. Dans ces régions rurales et/ou de montagnes, très sensibles notamment à la question du maintien des services publics (et où, pour ce qui est du Sud-Est, Arnaud Montebourg avait obtenu de bons résultats lors de la primaire socialiste), l'écho significatif rencontré par le discours de Jean-Luc Mélenchon est venu concurrencer celui de François Hollande.

Si le vote Front de Gauche est donc assez élevé et homogène dans toute la moitié sud de la France (à l'exception de quelques isolats très ancrés à droite : Cantal-Aubrac, littoral varois, Beaujolais et sud de la Bresse), la situation est beaucoup plus contrastée au nord de la Loire. A l'instar de ce que l'on constatait lors des précédents scrutins pour le Parti Communiste, de nombreux territoires ont été très réfractaires au vote Mélenchon. C'est le cas de Champagne-Ardenne et d'une bonne partie de la Meuse, de l'Alsace et de

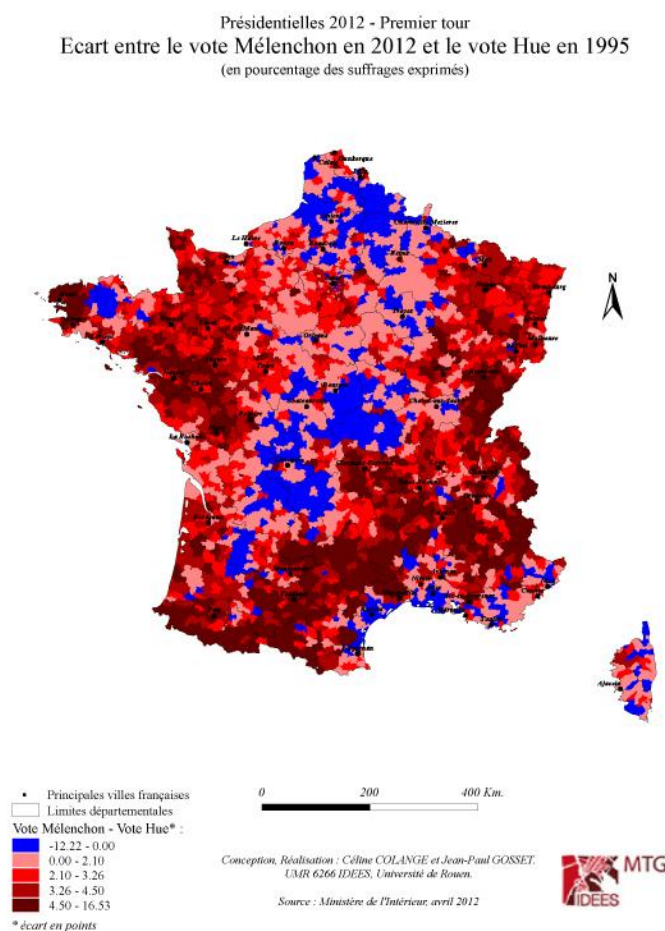
la partie orientale de la Moselle ainsi que des hauts cantons jurassiens. A ces places fortes conservatrices de l'Est de la France s'ajoutent d'autres zones de droite traditionnelles (Beauce, Perche, Bocages normand et vendéen) dans la partie ouest du pays. Dans cette dernière, le Front de Gauche a néanmoins su trouver des points d'appui dans la plupart des grandes agglomérations : à Cherbourg, à Caen, au Mans, à Angers, à Nantes ou bien encore à Rennes. Jean-Luc Mélenchon a obtenu dans ces villes-centres et dans leurs immédiates périphéries des scores non négligeables et en tout cas sensiblement supérieurs à ceux enregistrés dans les espaces péri-urbains et ruraux les entourant. Ces villes de l'ouest constituent les principales places-fortes du PS dans cette région. Le développement du vote Front de Gauche s'est donc effectué ici aussi (comme dans le Sud-Ouest et la vallée du Rhône) sur la base d'un électorat majoritairement socialiste (et également d'un apport de voix d'extrême-gauche), le Parti Communiste étant très peu implanté dans ces villes à l'exception du Mans. La différence avec la poussée observée dans le sud réside dans le fait qu'elle s'est principalement concentrée dans l'électorat socialiste urbain alors qu'elle a concerné les cantons ruraux comme les villes dans le sud-est et le sud-ouest.

Au regard de cette implantation en milieu urbain, certains commentateurs ont d'ailleurs qualifié le vote Mélenchon d'un vote de « bobos ». Le candidat du Front de Gauche enregistre certes des résultats élevés dans des territoires hyper-urbains où le mode de vie « bourgeois-bohème » est très répandu. C'est le cas des arrondissements de l'est parisien : 17,4 % dans le XXème arrondissement, 15,7 % dans le XIX, 15,3 % dans le XVIII et 14,9 % dans le Xème, le long du canal Saint-Martin. On retrouve le même phénomène dans le 1er arrondissement de Lyon (19,9 %) ou bien encore à Grenoble (15,4 %), ville où les Verts réalisent régulièrement des scores élevés. Les sondages réalisés le jour du vote confirment d'ailleurs que Jean-Luc Mélenchon a su capter une fraction (14 %) du vote écologiste. Mais à la lecture de la carte, on voit que ces espaces de centre-ville gentrifiés ne représentent somme toute qu'une très faible proportion des zones de force du Front de Gauche, au sein desquelles les communes urbaines populaires, à tradition communiste notamment, et les cantons ruraux pèsent bien plus lourd. L'analyse de la sociologie de l'électorat du Front de Gauche va d'ailleurs dans le même sens. Jean-Luc Mélenchon a ainsi obtenu 18 % des voix des ouvriers s'étant déplacés aux urnes, 14 % auprès des professions intermédiaires contre 9 % parmi les cadres supérieurs.

Une mise en perspective avec le vote pour Robert Hue en 1995.

Pour compléter cette analyse, nous avons dans un second temps comparé le vote Mélenchon avec le vote en faveur de Robert Hue en 1995. A l'époque, le représentant du parti communiste avait obtenu 8,6 % des voix et il nous semblait intéressant de pouvoir observer la structuration spatiale de ces deux votes à 17 ans d'intervalle. Si, comme on l'a dit précédemment, la géographie du vote Front de Gauche, dans ses creux et dans ses pleins, rappelle assez fortement la géographie traditionnelle du vote communiste, un phénomène assez marquant apparaît néanmoins à la lecture de cette seconde carte. Le Front de Gauche est aujourd'hui en dessous des niveaux qu'avait atteints Robert Hue en 1995 dans quasiment toutes les zones de force du PC et il progresse en revanche, parfois de manière significative, dans des terres où l'influence communiste était très faible. Ce mouvement avait déjà été observé lors des dernières élections cantonales où la « plus-value » de l'appellation Front de Gauche s'était surtout faite sentir dans des « terres de mission » du PC à forte tradition socialiste. Cette année Jean-Luc Mélenchon améliore très nettement le score du communiste Robert Hue en 1995 dans des terres comme les Hautes-Pyrénées (+9,9 points dans le canton

de Luz-St-Sauveur, +8,4 dans celui de Campan), l'Ariège (+16,5 points dans le canton de Massat, +9,6 dans celui de La Bastide de Sérou, +9,1 dans celui d'Oust), la Haute-Garonne (+9 points dans le canton Montesquieu-Volvestre et +7,5 dans celui de Cintegabelle, ancien fief de Lionel Jospin). On retrouve la même logique d'une progression dans les terres socialistes de l'Aude (+12,7 points dans le canton de Mouthoumet, +9,1 dans celui de Tuchan), de l'Hérault (+8,9 points dans le canton de Claret, +8,6 dans celui de La Salvetat par exemple) ou bien encore de la Drôme : +11,7 points dans le canton de La Chapelle en Vercors, +10,3 dans celui du Luc en Diois ou +9,4 dans celui de Die.



A l'inverse, le mouvement d'érosion (par rapport au niveau de 1995) a concerné tous les types de fiefs communistes. C'est le cas dans les campagnes rouges de l'Allier (-7,8 points dans le canton de Montet, -6,7 dans celui de Bourbon-L'Archambault), du Lot-et-Garonne (-6,2 points dans le canton d'Houeilles, -5,3 dans celui de Meihlan-sur-Garonne) ou des Côtes d'Armor : -7,1 points dans le canton de Callac et -5,6 dans celui de Plestin-les-Grèves par exemple. Les cantons ouvriers du Pas-de-Calais (-12,1 dans le canton de Douvrin, -11,9 dans celui de Rouvroy, -11 dans celui d'Auchel), du Nord (-9,6 points dans celui de Marchiennes et -7,1 dans celui de Carnières) ou de la Somme (-9 points dans le canton de Friville-Escarbotin, -8,7 dans celui d'Ault) confirment cette tendance. Cette dernière se vérifie, mais de manière plus contrastée, dans la banlieue parisienne : - 12 points à Ivry, -4,7 à Bobigny, -4,3 à La Courneuve mais +2,1 à Saint-Denis et à Saint-Ouen.

Un mois plus tard, au premier tour des élections législatives, le « vote utile » en faveur des candidats socialistes associé à cette érosion tendancielle du vote communiste dans ses bastions historiques (phénomène renforcé, dans certains territoires, par le fait que certaines figures très implantées ne se représentaient pas) s'est d'ailleurs traduit par de sérieuses déconvenues pour le PC qui a été devancé au 1^{er} tour par le PS dans plusieurs de ses fiefs et qui a donc perdu ces circonscriptions en application du désistement républicain.

1^{er} tour des législatives : le PC devancé par le PS dans de nombreux fiefs.

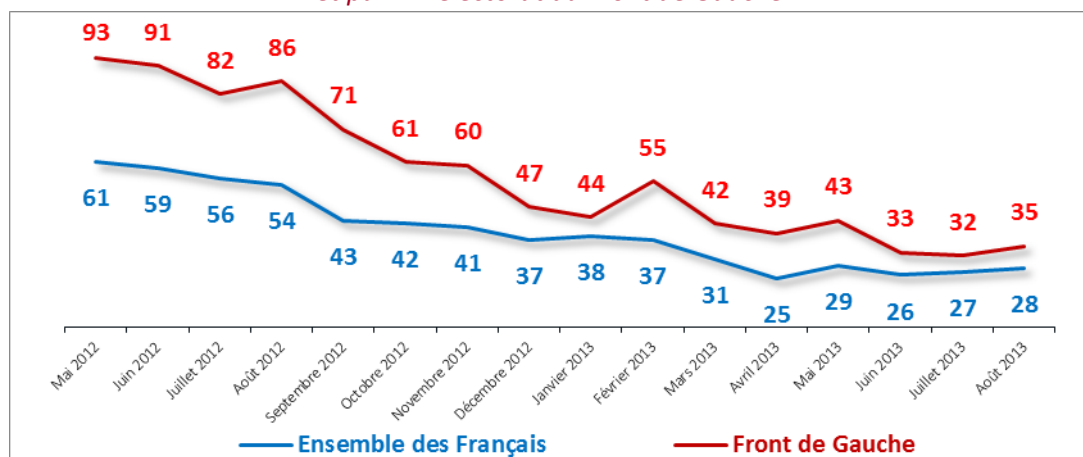
	Score du Front de gauche	Score du PS	Ecart
8 ^{ème} circonscription de Seine-Maritime – Gonfreville	30,3%	30,5%	+ 0,2
1 ^{ère} circonscription des Hauts-de-Seine –Colombes-Nord	29,7%	32,5%	+ 2,8
3 ^{ème} circonscription de Seine-Maritime – Sotteville	24,6%	40,5%	+ 15,9
16 ^{ème} circonscription du Nord – Valenciennes-Sud	24,2%	32,8%	+ 8,6
6 ^{ème} circonscription de Seine-Maritime – Dieppe	16,5%	32,5%	+ 16
2 ^{ème} circonscription de l'Isère – Echirolles	16,4%	38,4%	+ 22
14 ^{ème} circonscription du Rhône – Vénissieux	13,7%	37%	+ 23,3
5 ^{ème} circonscription du Val-de-Marne – Champigny	13,4%	27,3%	+ 13,9

4. François Hollande a très rapidement perdu le soutien de l'électorat du Front de Gauche

Cette forte propension au vote utile (les candidats du Front de Gauche recueillant 1,9 Million de voix contre près de 4 Millions pour Jean-Luc Mélenchon un mois avant) témoigne d'une certaine proximité de ces électeurs avec le nouveau pouvoir, François Hollande rassemblant d'ailleurs 93 % des voix mélenchonistes au second tour de la présidentielle.

De la même façon, en mai 2012, 93% des sympathisants du Front de Gauche se disaient satisfaits de lui. Un peu plus d'un an après, en août dernier, la cote du président de la République n'est plus que de 35%. Cette première année du quinquennat de François Hollande a certes été le théâtre d'une chute de popularité sans précédent dans l'opinion publique avec 33 points de perdus entre mai 2012 et août 2013 mais ce décrochage a été plus violent encore dans l'électorat du Front de Gauche où le recul atteint pas moins de 58 points sur la même période comme on peut le voir sur le graphique suivant.

*La popularité de François Hollande dans l'ensemble de la population
et parmi l'électorat du Front de Gauche.*



[Source : Baromètre Ifop-JDD]

A l'observation de la courbe on s'aperçoit qu'un premier décrochage s'est produit dès l'été 2012 dans l'électorat du Front de Gauche, qui affichait de fortes préoccupations en matière de pouvoir d'achat, d'action sociale et de défense des services publics, priorités auxquelles le gouvernement ne semblaient pas assez répondre.

Attentes « tout à fait prioritaires » des électors de gauche en septembre 2012

	Sympathisants du Front de Gauche	Sympathisants du Parti Socialiste	<i>Ecart</i>
Relèvement du pouvoir d'achat	80%	52%	+28
Santé	73%	57%	+16
Lutte contre la précarité	70%	56%	+14
Sauvegarde des services publics	52%	35%	+17

[Source : Ifop-Atlantico – septembre 2012]

L'attitude du gouvernement concernant l'annonce de la fermeture de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois en juillet 2012 allait également décevoir cet électorat. 73% des proches du Front de Gauche attendaient en effet de l'Etat qu'il oblige la direction du constructeur automobile à revenir sur sa décision ou qu'il aide financièrement le groupe pour éviter les suppressions d'emplois [sondage Ifop pour l'Humanité – juillet 2012]. Cette attente d'une attitude volontariste de la part des pouvoirs publics, qui n'était partagée « que » par 50% des électeurs socialistes (50% estimant qu'il n'y avait rien à faire s'agissant d'une entreprise privée ou qu'il convenait juste de s'assurer que toutes les solutions du dialogue social avait été explorées) fut déçue et contribua à alimenter dès l'été 2012 un début de mécontentement dans la base communiste et melenchoniste.

A l'occasion des annonces de hausses des prélèvements obligatoires en septembre 2012, puis du vote du budget, ce mécontentement s'amplifia. Une part grandissante des sympathisants du Front de Gauche estimait que ce n'était pas à elle de contribuer au rétablissement de l'équilibre des comptes publics et rejetait une politique qualifiée « d'austéraitre ».

La propension à faire des efforts pour redresser les comptes du pays

	Juillet 2012	Septembre 2012	Novembre 2012	<i>Evolutions</i>
Ensemble des Français	67%	64%	54%	-13
• Sympathisants du Front de Gauche	72%	54%	44%	-28
• Sympathisants du Parti Socialiste	84%	76%	72%	-12

C'est parmi cet électorat que l'acceptation des efforts financiers recula le plus entre septembre et novembre 2012. Cela s'explique en partie pour des raisons sociologiques (les catégories populaires étant sur-représentées dans cet électorat) mais aussi et surtout pour des raisons idéologiques : les sympathisants du Front de Gauche, jugeant à l'instar des dirigeants de ce mouvement, que le gouvernement ne mettait pas assez à contribution les foyers les plus aisés et les entreprises.

Les relations passablement dégradées entre le gouvernement et cet électorat se tendirent encore davantage entre fin novembre et début décembre 2012, période qui constitua un moment charnière. En effet, comme la courbe le montre, c'est en décembre 2012 que François Hollande devient minoritaire dans cette catégorie, sa cote passant brutalement de 60 à 47%, soit une chute de 13 points en un mois. Deux événements concomitants allaient acter définitivement l'orientation « social-libérale » suivie par François Hollande et entériner le décrochage de l'électorat de l'autre gauche. C'est en effet à cette période que Jean-Marc Ayrault annonça que le site Arcelor de Florange ne serait pas nationalisé et qu'il présenta son pacte de compétitivité. Ce dispositif qui prévoit 20 milliards de crédit d'impôts pour les entreprises (financés par une hausse de la TVA et des économies budgétaires) fut soutenu par 48% des Français et 64% des sympathisants socialistes [Sondage : Ifop pour Acteurs Publics – Novembre 2012] mais rejeté par 70% des électeurs du Front de Gauche.

Refus de la nationalisation de Florange, hausse des prélèvements, « soumission aux injonctions austéritaires de Bruxelles et de Berlin », « cadeaux faits au patronat », la liste des griefs formulés par le Front de Gauche est fournie et la popularité de François Hollande allait osciller autour d'à peine de 40% à 45 % au printemps 2013. Les relations se dégradèrent ensuite encore davantage quand la proposition de loi communiste sur l'amnistie sociale fut rejetée par le gouvernement. Alors que selon un sondage Ifop pour Sud-Ouest Dimanche réalisé en mai 2013, 54% des sympathisants du Front de Gauche soutenaient ce projet (soit une proportion deux fois supérieure à ce que l'on mesurait dans l'ensemble de la population, l'électorat du Front de Gauche étant la seule catégorie au sein de laquelle l'adhésion à l'amnistie sociale était majoritaire) cette décision du gouvernement fut perçue comme une véritable trahison par les dirigeants communistes et du Parti de Gauche et comme un signe d'hostilité supplémentaire en direction de la gauche de la gauche et du mouvement social. Ce refus sur un sujet qui avait fortement mobilisé le Front de Gauche, associé à la poursuite de la dégradation de la situation économique et sociale (plans de licenciement dans de nombreuses entreprises, hausse de différents tarifs ...) provoqua un nouveau décrochage de la popularité de François Hollande dans cet électorat. En juin, sa cote parmi les sympathisants du Front de Gauche recula de 10 points (de 43% à 33%) alors que la baisse n'était que de 3 points dans l'ensemble de la population.

L'analyse comparée de la cote de popularité d'Arnaud Montebourg et de Pierre Moscovici confirme que les orientations économiques du gouvernement sont au cœur du mécontentement de l'électorat du Front de Gauche. En effet, si la cote du « social-libéral » Pierre Moscovici s'est érodée significativement, celle de l'autre locataire de Bercy, incarnant une ligne plus à gauche, est restée stable.

*Evolution comparée de la popularité d'Arnaud Montebourg et de Pierre Moscovici
auprès des sympathisants du Front de Gauche*

	Arnaud Montebourg	Pierre Moscovici	<i>Ecart</i>
Juin à Novembre 2012	72%	63%	<i>+9</i>
Décembre 2012 à Mars 2013	72%	64%	<i>+8</i>
Mai à Juillet 2013	69%	48%	<i>+20</i>

[Cf. Tableau de bord Ifop/Paris Match]

On constate de surcroît, quand on observe les chiffres au mois le mois, que la cote d'Arnaud Montebourg atteint un pic de 80% en décembre 2012, soit juste après l'affaire de Florange dans laquelle le ministre du Redressement Productif avait défendu la nationalisation temporaire. A la même date, la cote de son homologue de Bercy, opposé à ce scénario, n'atteignait que 59% parmi l'électorat du Front de Gauche.

Alors que les dirigeants du Front de Gauche se sont joints à l'appel à manifester lancée par la CGT, FO et Solidaires pour le 10 septembre, la question des retraites pourrait constituer un point de rupture supplémentaire. En effet, selon une étude Ifop effectuée en septembre pour le magazine Pèlerin, la réforme présentée par Jean-Marc Ayrault mécontente pas moins de 80% des sympathisants du Front de Gauche.

5. Le Front de Gauche et Jean-Luc Mélenchon peinent à capitaliser sur le mécontentement face à la politique gouvernementale

Si comme on vient de le voir, l'électorat du Front de Gauche a très rapidement retiré son soutien à François Hollande et que ce dernier suscite désormais également du mécontentement parmi les sympathisants les plus à gauche du PS (d'après le baromètre Ifop/JDD, 33% des électeurs socialistes se disent insatisfaits), le Front de Gauche et Jean-Luc Mélenchon ne bénéficient pas pour autant d'une réelle dynamique. L'analyse des résultats des cinq élections législatives partielles s'étant déroulées en métropole montre en effet, qu'en moyenne, les candidats du Front de Gauche parviennent, dans des scrutins à faible participation, à maintenir ou à améliorer très légèrement les scores obtenus en juin 2012, scores eux-mêmes en retrait par rapport aux résultats obtenus par Jean-Luc Mélenchon au premier tour de la présidentielle.

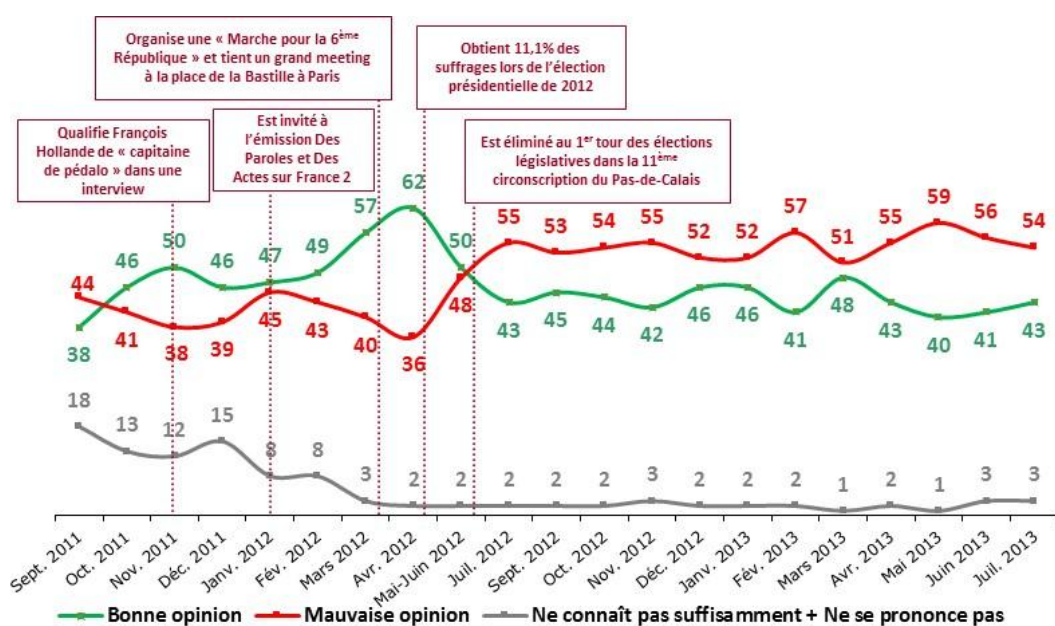
Les résultats électoraux des candidats du Front de Gauche de la présidentielle de 2012 aux législatives partielles de 2012

	Election Présidentielle Avril 2012	Elections législatives Juin 2012	Elections législatives partielles
• 1 ^{ère} circonscription du Val-de-Marne	10.89	8.36	8.79
• 6 ^{ème} circonscription de l'Hérault	11.08	6.26	4.48
• 13 ^{ème} circonscription des Hauts-de-Seine	10.33	5.91	6.93
• 2 ^{ème} circonscription de l'Oise	9.04	5.25	6.64
• 3 ^{ème} circonscription du Lot-et-Garonne	11.48	4.50	5.08

Le Front de Gauche est donc bien toujours présent dans le paysage politique mais il ne profite pas de la déception et du mécontentement liés à l'exercice du pouvoir par la majorité PS-Verts.

On observe le même phénomène concernant la popularité de Jean-Luc Mélenchon. Alors qu'à l'occasion de sa campagne présidentielle réussie, il était passé de 38% de « bonne opinion » en septembre 2011 à ...62% en avril 2012, sa cote est retombée brutalement à 50% en juin 2012 puis à 43% en juillet. Comme le montre le graphique ci-dessous, sa popularité n'a pas ensuite poursuivi son repli mais s'est stabilisée autour de 40% à 45 % de « bonne opinion » depuis la rentrée 2012.

L'évolution de la popularité de Jean-Luc Mélenchon auprès de l'ensemble des Français de Septembre 2011 à Juillet 2013

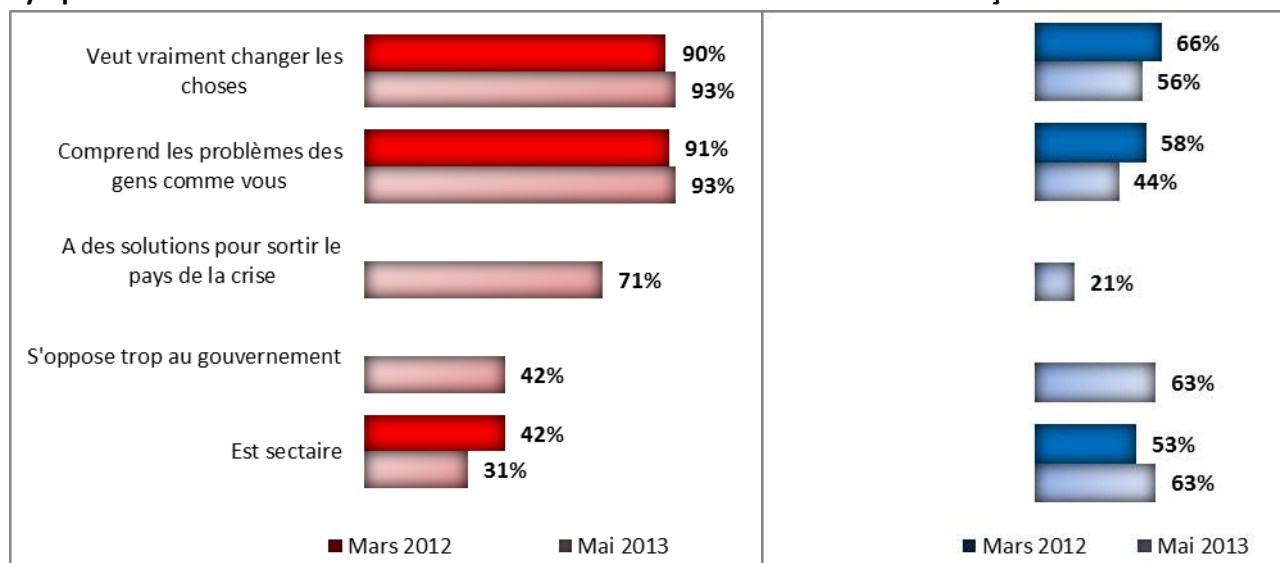


L'analyse détaillée des traits d'image de Jean-Luc Mélenchon permet de comprendre ces mouvements. Au sein de son électorat potentiel et en dépit des frictions existant parfois avec les dirigeants du PC, Jean-Luc Mélenchon a conservé une très bonne image. Plus de 90% des sympathisants du Front de Gauche louent sa proximité et son volontarisme. Le côté sectaire, qui lui est parfois reproché, ressort toujours mais moins fréquemment que durant la campagne présidentielle. De la même façon, les proches du Front de Gauche n'estiment pas majoritairement (42% « seulement » ce qui constitue toutefois une minorité non négligeable) que le dirigeant du P.G « s'oppose trop au gouvernement ».

Evolution des traits d'image associés à Jean-Luc Mélenchon (% s'applique bien)

Sympathisants du Front de Gauche

Ensemble des Français



Les évolutions sont en revanche plus négatives auprès de l'ensemble de la population. La dimension sectaire est aujourd'hui nettement majoritaire (63% contre 53% en mars 2012) quand sa volonté de faire vraiment changer les choses semble moins évidente (10 points de perdu). De même, alors qu'il apparaissait en phase avec le quotidien et les problèmes de 58% des Français à la fin de la campagne, cette proportion ne s'établit plus aujourd'hui qu'à 44%.

Ces mouvements sont encore plus marqués dans l'électorat socialiste, l'item « *sectaire* » gagne 15 points quand le recul atteint 19 points sur la dimension « *veut vraiment changer les choses* » et 23 points sur « *comprend les problèmes des gens comme vous* ».

L'évolution des traits d'image de Jean-Luc Mélenchon parmi les sympathisants socialistes

	Mars 2012	Mai 2013	<i>Evolutions</i>
S'oppose trop au gouvernement	-	76%	-
Sectaire	52%	67%	+15
Veut vraiment changer les choses	79%	60%	-19
Comprend les problèmes des gens comme vous	75%	52%	-23
A des solutions pour sortir le pays de la crise	-	25%	-

On notera également que 76% des sympathisants socialistes estiment que Jean-Luc Mélenchon « s'oppose trop au gouvernement » et que seulement 25% pensent qu'il a des solutions pour sortir le pays de la crise. Ces chiffres montrent des marges de progression, certes réelles, mais néanmoins limitées dans l'électorat socialiste tant que le Front de Gauche ne proposera pas d'offre programmatique pouvant apparaître comme une alternative de gauche crédible à la politique menée par François Hollande.

Retrouvez toutes les analyses Ifop Focus sur www.ifop.com

Ces analyses sont publiées par le Département Opinion et Stratégies d'Entreprises de l'Ifop.

Pour tout renseignement complémentaire, merci de contacter :

Jérôme Fourquet – Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprises

jerome.fourquet@ifop.com